

# Conditions générales d'utilisation et conditions générales de vente

## Préambule

Les présentes conditions générales d'utilisation et de vente (ci-après « les CGU-CGV ») s'appliquent aux conditions d'accès et d'utilisation des Services accessibles à partir du site «[www.ib-avocats.fr](http://www.ib-avocats.fr) ». Les présentes CGU-CGV s'appliquent tout particulièrement à la vente des prestations définies ci-après.

Le Site est édité par l'Association d'Avocats à Responsabilité Professionnelle Individuelle INFANTES & BUFFLER (ci-après « l'AARPI IB AVOCATS ») et ses associés, et les prestations accessibles à partir du Site sont réalisées par l'AARPI IB AVOCATS et ses associés dont les coordonnées sont les suivantes : AARPI IB AVOCATS est une société de fait entre Me INFANTES et Me BUFFLER, avocats, enregistrée sous le n° 500 963 442, dont le siège est situé 25 rue Finkmatt à 67000 Strasbourg.

La consultation du Site par tout Utilisateur et l'accès aux Services déployés à partir du Site est subordonné à la consultation, l'acceptation préalable et au respect intégral des présentes CGU-CGV.

## Article 1 - Définitions

Dans les CGU / CGV, les mots ou expressions commençant avec une majuscule ont la signification qui suit :

- Site : le présent site web, qui est accessible à l'adresse suivante : [www.ib-avocats.fr](http://www.ib-avocats.fr).
- Utilisateur : toute personne (en ce compris l'Utilisateur Consommateur et l'Utilisateur Professionnel) qui visite une ou plusieurs pages du Site que ce soit pour consulter gratuitement les informations disponibles ou bénéficier de tout Service déployé par l'AARPI IB AVOCATS et ses associés à partir du Site.
- Document : extrait Kbis et/ou état complet des privilèges et nantissements.
- Service : prestation de Service fournie par le Site qui consiste à obtenir un ou plusieurs Documents auprès des Greffes et le(s) transmettre à l'Utilisateur à l'adresse d'envoi mentionnée par l'Utilisateur.
- Greffe : tout greffe du Tribunal d'Instance ou de Grande Instance de Strasbourg.



## Article 2 - Accès au Site et au Service

La consultation du Site est accessible gratuitement à tout Utilisateur disposant d'un accès internet. L'ensemble des coûts afférents à l'accès du Site, que ce soient les frais matériels, logiciels ou d'accès à internet sont exclusivement à la charge de l'Utilisateur. Il est seul responsable du bon fonctionnement de son équipement informatique ainsi que de son accès internet.

L'AARPI IB AVOCATS et/ou ses associés se réserve le droit de :

- refuser l'accès au Service tel que défini à l'article 3, unilatéralement et sans notification préalable, à tout Utilisateur ne respectant pas les présentes CGU-CGV.
- procéder à toute interruption pour raison de maintenance technique nécessaire au bon fonctionnement du Site et des matériels afférents, ou de mise à jour du Site ou pour toute autre raison.
- suspendre, interrompre ou de limiter, à tout moment et pour la durée de son choix (en ce inclus tout arrêt définitif) sans avis préalable, l'accès à tout ou partie du Site. L'Utilisateur est informé que l'AARPI IB AVOCATS et/ou ses associés peut mettre fin ou modifier les caractéristiques des Services offerts sur le Site, à tout moment.

L'AARPI IB AVOCATS et/ou ses associés n'est tenue à aucune obligation de résultat concernant l'accessibilité au Site, et, n'est en aucun cas responsable des interruptions et des conséquences qui peuvent en découler.

## Article 3 - Caractéristiques du Service - Prix

L'Utilisateur peut passer commander de différents Documents sur le Site tels qu'identifiés sur le Site. Le détail desdits Documents et leur coût figurent sur le Site et sont expressément identifiés avant toute commande par l'Utilisateur.

Le tarif est celui au jour de la commande.

## Article 4 - Commande en ligne

L'Utilisateur s'engage à fournir des informations exactes et à jour.

- A partir de l'onglet « Services en ligne », l'Utilisateur renseigne ses coordonnées, choisit le type de Document qu'il souhaite commander, précise les coordonnées de l'entreprise visée et enfin indique l'adresse postale de livraison.
- L'Utilisateur doit ensuite cocher les cases « Je certifie avoir pris connaissance des conditions générales de vente et en accepte les termes » et « Je certifie avoir pris connaissance de la charte RGPD et en accepte les termes ».



- L'Utilisateur valide sa commande en cliquant sur le bouton « Commander en ligne et payer par paypal».

En cliquant sur la case « Commander en ligne et payer par paypal», l'Utilisateur s'engage irrévocablement et son acceptation ne peut plus être remise en cause.

- L'Utilisateur doit ensuite payer la prestation de Service par PayPal.

Lorsque l'Utilisateur s'aperçoit d'une erreur postérieurement à la conclusion du contrat, il doit contacter l'AARPI IB AVOCATS et/ou ses associés (se rendre dans la rubrique « Contactez-nous »).

## **Article 5 - Modalités de paiement**

Le paiement est exigible à la commande.

Le paiement s'effectue par PayPal, Service de paiement en ligne. Pour bénéficier de ce Service, l'Utilisateur doit créer au préalable un compte PayPal.

## **Article 6 - Confirmation de commande**

A l'issue de la validation de sa commande, l'Utilisateur reçoit par messagerie électronique un justificatif de paiement sur lequel figurent :

- le nom du client,
- la référence indiquée par le client,
- la date des achats,
- la référence de la commande,
- la liste des produits commandés,
- le montant de la commande.

## **Article 7 - Droit de rétractation**

Conformément à l'article L. 221-28 du Code de la Consommation, le droit de rétractation ne peut être exercé pour la fourniture de Services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation.

**En cliquant dans la case à cocher figurant devant la mention « Je certifie avoir pris connaissance des conditions générales d'utilisation et de vente et en accepte les termes », l'Utilisateur reconnaît et accepte que le Service s'exécute immédiatement après le paiement et qu'en conséquence il renonce expressément à son droit de rétractation.**

## **Article 8 - Propriété intellectuelle**

Tous les éléments du Site sont et restent la propriété intellectuelle et exclusive de l'AARPI IB AVOCATS et/ou ses associés.

Toute reproduction, exploitation, rediffusion ou utilisation des éléments du Site, qu'ils soient textuels, logiciels, visuels ou sonores, est strictement interdite sous peine de poursuites, notamment pénales. Tout lien simple ou par hypertexte, sur le Site, est strictement interdit sans un accord écrit exprès de l'AARPI IB AVOCATS.

Toute reproduction totale ou partielle du logo IB AVOCATS figurant sur le Site sans l'autorisation expresse de l'AARPI IB AVOCATS et/ou ses associés est prohibée.

## **Article 9 - Modification des CGU-CGV**

L'AARPI IB AVOCATS et/ou ses associés se réserve le droit, à tout moment, de modifier ou de mettre à jour tout ou partie des CGU-CGV du Site ou de vente des Services proposés.

Il est donc conseillé à l'Utilisateur de se référer régulièrement à la dernière version des CGU-CGV disponible en permanence sur le Site.

Si une ou plusieurs stipulations des CGU-CGV sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elles seront réputées non écrites et les autres stipulations demeureront en vigueur.

## **Article 10 - Responsabilité**

L'Utilisateur est seul responsable des interrogations qu'il formule et de l'utilisation qu'il fait des résultats obtenus et des conséquences directes ou indirectes de cette utilisation. Il appartient à l'Utilisateur d'en faire un usage conforme à la réglementation en vigueur et notamment aux recommandations de la C.N.I.L. En aucun cas, l'AARPI IB AVOCATS et/ou ses associés ne pourra être tenue pour responsable d'un quelconque dommage, de quelque nature que ce soit, résultat de l'utilisation des informations fournies. L'Utilisateur garantit l'AARPI IB AVOCATS et/ou ses associés contre toute demande, réclamation, revendication et/ou recours de toute sorte, résultant de toute violation de ces stipulations.



De plus, la responsabilité de l'AARPI IB AVOCATS et/ou de ses associés ne peut être engagée pour retard ou défaillance tenant soit à un cas de force majeure, soit à un événement échappant à leur contrôle, soit encore du fait de l'Utilisateur ou du fait d'un tiers. L'AARPI IB AVOCATS et ses associés ne supporte en aucun cas la responsabilité des informations produites par les Greffes.

Il est expressément convenu que la responsabilité de l'AARPI IB AVOCATS et/ou de ses associés ne peut être recherchée que pour faute prouvée et pour des dommages directs et prévisibles, exclusivement causés par un manquement de l'AARPI IB AVOCATS et/ou de ses associés à leurs obligations à l'exclusion notamment des dommages indirects, des pertes de profit, de chiffre d'affaires, de clients, d'informations, préjudice commercial, forclusion dans la production de créances.

Si la responsabilité de l'AARPI IB AVOCATS et/ou de ses associés était retenue dans l'exécution du présent contrat, l'Utilisateur ne pourrait prétendre à d'autres indemnités et dommages et intérêts, que (i) le remboursement des règlements qu'il a déjà effectués pour la partie du Service où se révèle une défaillance ou une erreur imputable à l'AARPI IB AVOCATS et/ou de ses associés ou (ii) le non-paiement de cette partie du Service.

L'Utilisateur déclare être bien informé des caractéristiques intrinsèques de l'internet et notamment du fait (i) que la transmission des informations sur l'internet ne bénéficie que d'une fiabilité relative, celles-ci circulant sur des réseaux hétérogènes, aux caractéristiques et capacités diverses, qui sont parfois saturés à certaines périodes de la journée et de nature à impacter les délais de téléchargement ou l'accessibilité aux informations, et (ii) que l'internet est un réseau ouvert et, qu'en conséquence, les informations qu'il véhicule ne sont pas protégées contre les risques de détournement, d'intrusion dans son système, de piratage des données, programmes et fichiers de son système, de contamination par des virus informatiques, et (iii) qu'il lui appartient de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger les données, fichiers ou programmes stockés dans son système contre la contamination par des virus comme des tentatives d'intrusion dans son système.

## Article 11 - Données personnelles

Consulter les informations fournies au titre des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril et loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Les coordonnées du délégué à la protection des données sont les suivantes : Me BUFFLER, avocat au barreau de Colmar, demeurant 1 place de la porte de Strasbourg à 67600 SELESTAT (tel : 03 88 69 35 19). Les demandes des Utilisateurs concernant les données à caractère personnel peuvent être adressées à : [avocats@ib-avocats.fr](mailto:avocats@ib-avocats.fr).

## Article 12 - Langue du Contrat

Seule la version en langue française des CGU / CGV fait foi entre les parties et pourra être produite



en justice.

## Article 13 - Loi applicable

Les CGU-CGV sont soumises au droit français.

## Article 14 - Attribution de compétence

### 14.1. Résolution amiable des différends

En cas de litige, les parties s'engagent, préalablement à toute saisine du juge, à soumettre leur différend au Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Strasbourg ou Colmar.

### 14.2. Médiateur de la consommation

L'Utilisateur est informé de la possibilité qui lui est offerte par l'article L 152-1 du Code de la Consommation, en cas de litige résultant de la présente convention, d'avoir recours au médiateur de la consommation de la profession d'avocat :

Médiateur de la consommation de la profession d'avocat

M. Jérôme HERCE

Adresse : 22 rue de Londres à 75009 PARIS

Adresse électronique : [mediateur@mediateur-consommation-avocat.fr](mailto:mediateur@mediateur-consommation-avocat.fr)

Site internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>

L'Utilisateur est néanmoins informé que le litige ne pourra être examiné par le médiateur de la consommation que s'il est en mesure de justifier avoir tenté au préalable de résoudre son litige directement auprès de l'AARPI IB AVOCATS et ses associés par une réclamation écrite adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, et que cette réclamation n'ait pas aboutie ou soit restée sans réponse dans un délai de deux (2) mois.

### 14.3. Attribution de juridiction

L'AARPI IB AVOCATS étant une Association d'Avocats de nature civile, il est rappelé que tout éventuel litige se rapportant à la validité, l'interprétation ou l'exécution des présentes CGU-CGV relève des juridictions civiles.

